



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LOIR-ET-CHER

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement Centre

Blois, le

15 JAN. 2015

Unité territoriale de Loir-et-Cher

SEPCHAT

20, rue Rocheboyer
41100 SAINT-OUEN

Demande de renouvellement d'agrément
« centre VHU »

Rapport de l'Inspection des Installations Classées
à
Monsieur le Préfet de Loir-et-Cher
(DDCSPP / SPEAL)

Copies :

- DREAL Centre (SEIR)

Pièce jointe :

- Projet d'arrêté préfectoral de renouvellement d'agrément « Centre VHU »

49 bis rue Laplace

41000 BLOIS

Tél. : 02 54 74 98 80

Fax : 02 54 74 08 09

<http://www.centre.developpement-durable.gouv.fr>



Par bordereau du 16 Juillet 2014, le préfet de Loir-et-Cher a transmis à l'inspection des installations classées, pour instruction, la demande de renouvellement d'agrément pour l'exploitation d'installations d'entreposage, dépollution et démontage de véhicules hors d'usage (« centre VHU ») présentée par la société SEPCHAT localisée à l'adresse 20, rue de Rocheboyer sur la commune de Saint-Ouen (41).

1- CADRE REGLEMENTAIRE

a) Dispositif de traitement des VHU

Le Code de l'environnement introduit le cadre réglementaire pour l'élimination des véhicules hors d'usage (VHU). Ses articles R.543-161 et R.543-162 prévoient que les exploitants des installations d'élimination des VHU (« centre VHU » et broyeurs) doivent être titulaires d'un agrément préfectoral. Les véhicules hors d'usage ne peuvent être remis par leurs détenteurs qu'à des centres VHU titulaires de l'agrément prévu à l'article R. 543-162.

L'arrêté ministériel du 2 mai 2012 relatif aux agréments des exploitants des centres VHU et aux agréments des exploitants des installations de broyage de véhicules hors d'usage décrit les conditions d'obtention et d'application de l'agrément VHU.

b) Agréments des opérateurs

L'agrément est délivré, suspendu et retiré selon les modalités des articles R.515-37 et R.515-38 du Code de l'environnement. Pour les installations existantes et autorisées, l'agrément est accordé par arrêté préfectoral complémentaire pour une durée maximale de 6 ans, renouvelable (article 3 de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012).

Dans le cadre du présent renouvellement d'agrément dont la demande a été adressée le 16 juillet 2014, le dossier de renouvellement d'agrément doit comporter les pièces prévues à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 relatif aux agréments des exploitants des centres VHU et aux agréments des exploitants des installations de broyage de véhicules hors d'usage.

2- PRESENTATION DE L'ETABLISSEMENT

La société SEPCHAT dont le siège social est situé rue Rocheboyer exploite sur le site de Saint-Ouen une installation de stockage, tri et transit de déchets. La société SEPCHAT est autorisée par arrêté préfectoral n° 11/74 du 29 mars 1974 à exploiter le site. Cette installation bénéficie par ailleurs des arrêtés suivants :

- Arrêté préfectoral n° 04-1919 du 17 mai 2004 autorisant la société SEPCHAT à poursuivre l'exploitation d'une station de transit, tri et transfert de déchets industriels banals et de résidus urbains pré-triés à SAINT OUEN. Dans cet arrêté figurent les rubriques 167.a, 286, 322.A et 329 sous le régime de l'autorisation et la rubrique 2564.3 sous le régime de la déclaration.
- Arrêté préfectoral n° 2009-27-58 du 27 janvier 2009, portant agrément de la SAS SEPCHAT pour l'installation de dépollution et de démontage de véhicules hors d'usage qu'elle exploite à SAINT OUEN et modifiant des prescriptions applicables au titre des installations classées pour la protection de l'environnement.
- Arrêté préfectoral n°2014-023-001 du 23 janvier 2014, portant la mise en conformité avec l'arrêté ministériel du 02 mai 2012 de l'agrément de la société SEPCHAT, implantée 20, rue Rocheboyer, sur le territoire de la commune de SAINT-OUEN, pour l'exploitation d'installations de dépollution et de démontage de véhicules hors d'usage.
- Arrêté préfectoral n° 2014-035-0004 du 4 février 2014, portant agrément pour la collecte de pneumatiques usagés (ramassage, regroupement et tri) dans le département de Loir et Cher de la société SEPCHAT située à SAINT OUEN.

La classification du site selon les nouvelles rubriques « déchets » de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement est en cours d'instruction par l'inspection des installations classées.

3- INSTRUCTION DE LA DEMANDE DE RENOUVELLEMENT D'AGREMENT PRESENTEE PAR LA SOCIETE SEPCHAT

Le dossier de demande de renouvellement d'agrément de la société SEPCHAT, daté du 03 juillet 2014, a été reçu à la préfecture de Loir-et-Cher le 16 juillet 2014. A la demande de l'inspection des installations classées, le dossier a été complété par le 24 décembre 2014.

Le dossier contient l'ensemble des éléments requis par l'arrêté ministériel du 2 mai 2012, à l'exception des pièces et éléments décrits ci-dessous.

a) Eléments des articles R. 515-37 du Code de l'environnement

Le dossier contient les informations mentionnées par l'article R.515-37 du Code de l'Environnement : nature et origine des déchets traités, quantités produites et conditions de leur élimination. Ainsi la demande comporte les informations suivantes:

Déchets	Quantités annuelles - 2013	Société les prenant en charge
Pare-chocs, Réservoirs plastiques	Intégré dans le stock global du site SEPCHAT	Cyclia (37)
Composants métalliques contenant du cuivre, du magnésium, de l'aluminium	9,1t	Séparés du véhicule par le broyeur MENUT (45)
Verre	0,2t	Pare-brise démonté – Filière MALTHA Glasses - Belgique
Liquide de refroidissement, lave-glace, liquide de freins, liquide assistance de direction	1,504t	BS Environnement (41)
Huiles et filtres	2,2t	VEOLIA (37)
Batteries	4,8 t	STCM (45)
Pneumatiques	11,6t	Transfert interne (site agréé collecte de pneumatiques) puis enlèvement par le GIE FRP
Gaz de climatisation	0,171t	BS Environnement (41)

b) Engagement de respecter le cahier des charges

Le pétitionnaire s'engage dans son dossier de demande de renouvellement à respecter le cahier des charges "Centre VHU" défini en annexe I de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012.

Ce cahier des charges est annexé au projet d'arrêté de renouvellement d'agrément joint au présent rapport, et aura donc valeur de prescriptions réglementaires pour l'exploitant.

d) Justification des capacités techniques et financières du demandeur

Le dossier contient la justification des capacités techniques et financières du demandeur à exploiter l'installation conformément au cahier des charges annexé à l'arrêté ministériel du 2 mai 2012.

Ainsi le site dispose des infrastructures, équipements et moyens humains suivants :

- Effectifs du site : 20 personnes (chauffeurs, administration, manutention) dont 4 dédiées à une activité de démolition de bâtiments.

- Parc machines : pont bascule, balance de détail, station mobile de dépollution véhicules ;
- Site bétonné sur l'ensemble de la zone destinée à recevoir les VHU, stockage des VHU sur une zone étanche
- Les eaux pluviales de la zone VHU sont reliées au réseau « eaux pluviales » et traitées par un séparateur à hydrocarbures (décanteur/débourbeur) avant rejet vers l'extérieur du site. Le décanteur-débourbeur est vidangé et nettoyé tous les ans.
- Présence de bennes ou de bacs étanches et fermés pour le stockage des pièces graisseuses, stockage des liquides dans des fûts sous rétention, stockage des batteries dans des bacs étanches.
- Le site dispose d'extincteurs, d'absorbants et d'un dispositif d'obturation des réseaux en cas d'accident.
- Enregistrement sur le livre de police et saisie informatique des renseignements pour le suivi administratif.
- Les opérations de récupération des fluides frigorigènes sont réalisées à l'aide d'un système d'évacuation intégré à la station. L'exploitant a fourni à l'inspection des installations classées une attestation de capacité « fluides frigorigènes » pour la société « SEPCHAT 28 », qui met à disposition sur le site de Saint-Ouen un opérateur chargé de la dépollution des véhicules. Le cahier des charges annexé à l'arrêté du 31 mai 2012 exige que l'exploitant dispose de l'attestation de capacité. **A la demande de l'inspection des installations classées, l'exploitant s'est donc engagé à obtenir cette attestation de capacité pour le site dans les plus brefs délais (commande transmise à l'inspection des installations classées). La parution de l'arrêté de renouvellement de l'agrément VHU pour le site sera soumise à la production de l'attestation de capacité.**
- L'exploitant a fourni à l'inspection des installations classées une copie d'une commande d'un dispositif de déclenchement des airbags et prétensionneurs, afin de neutraliser les charges explosibles ;

En 2013, 343 VHU ont été dépollués sur le site. Les véhicules dépollués sont dirigés vers un broyeur agréé.

S'agissant des capacités financières, les éléments transmis font apparaître, pour les années 2011 à 2013 les chiffres d'affaires suivants pour la société SEPCHAT 41 :

Année	2013	2012	2011
Chiffre d'affaires (en k€)	6 720	5 900	6 861
Résultat net (en k€)	458	1 429	2 291

e) dispositions envisagées pour le respect de ses obligations en matière de réutilisation et de recyclage et de réutilisation et de valorisation

Le dossier contient la justification de la mise en œuvre des dispositions nécessaires au respect des obligations des centres VHU en matière de réutilisation et de recyclage et de réutilisation et de valorisation, telles qu'elles sont définies aux 11° et 12° de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012. Les pneumatiques sont systématiquement ôtés lors des opérations de dépollution.

4 – PRESCRIPTIONS

Le projet d'arrêté préfectoral ci-joint renouvelle l'agrément au pétitionnaire. Il reprend le cahier des charges figurant à l'annexe I de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 qui aura donc valeur de prescriptions réglementaires pour l'exploitant, de façon complémentaire aux arrêtés préfectoraux d'autorisation du site, datés du 29 mars 1974 et du 17 mai 2004.

5 - CONCLUSIONS ET PROPOSITION

Considérant :

- que le dossier constitué sur la base de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 contient l'ensemble des éléments demandés, à l'exception de l'attestation de capacité pour la récupération de fluides frigorigènes, attestation que l'exploitant s'est engagé à fournir dans les plus brefs délais ;
- qu'en particulier le pétitionnaire s'est engagé à continuer à respecter le cahier des charges "Centre VHU" défini en annexe I de cet arrêté ;
- que la justification des capacités techniques et financières du demandeur à exploiter l'installation, conformément au cahier des charges défini dans le projet d'arrêté joint, a été apportée par le pétitionnaire ;

L'inspection des installations classées propose aux membres du CODERST de donner une suite favorable à la demande de renouvellement d'agrément « centre VHU » présentée par la société SEPCHAT située 20, rue de Rocheboyer sur la commune de Saint-Ouen (41100), sous réserve de la production par l'exploitant de l'attestation de capacité mentionnée à l'article R.543-99 du code de l'environnement (attestation « fluides frigorigènes »).

Le projet d'arrêté préfectoral comporte en annexe le cahier des charges "Centre VHU" défini en annexe I de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012.

L'ingénieur de l'industrie et des mines habilité,

Vu et transmis avec avis conforme à Monsieur
le Préfet de Loir-et-Cher,
Pour le directeur,
Le Chef de l'unité territoriale de Loir-et-Cher

